

Art. 30. – Les directions régionales.

les directions régionales sont chargées de la coordination et de la mise en œuvre des programmes du ministère de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs dans leurs circonscriptions administratives ;

– Elles sont placées sous l'autorité des directeurs régionaux et ont leur siège au chef-lieu de chaque région.

Art. 31. – Les directions départementales.

les directions départementales sont chargées de la mise en œuvre des programmes du ministère dans leurs circonscriptions administratives.

Les directions départementales sont placées sous l'autorité des directeurs départementaux qui rendent compte, par rapport trimestriel d'activités, aux directeurs régionaux.

Les directions départementales ont leurs sièges aux chefs-lieux des départements qui ne sont pas des chefs-lieux de région.

Art. 32. – Les Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse.

Les Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse sont placés sous l'autorité des chefs de centres qui ont rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Les chefs des Centres nationaux d'Education civique de la Jeunesse rendent compte, par rapport trimestriel d'activités, aux directeurs régionaux.

CHAPITRE VII***Les Etablissements publics nationaux et Organismes sous-tutelle.***

Art. 33. – Le ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs exerce la tutelle et le contrôle technique des établissements et organismes dont les missions relèvent de ses attributions, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

CHAPITRE VIII***Dispositions finales***

Art. 34. – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret, notamment le décret n° 2006-36 du 8 mars 2006.

Art. 35. – Le ministre de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 13 juin 2007.

Laurent GBAGBO.

**MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME
ET DES AFFAIRES SOCIALES**

ARRETE n° 294 MFFAS. CAB. portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la Cellule Genre du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

LE MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 10 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-569 du 10 août 2007 portant organisation du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

Vu les nécessités du service ;

Vu l'urgence,

ARRETE :

Article premier. – La dénomination

Il est créé au sein du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales, une cellule chargée de la mise en œuvre de la politique de la Promotion du Genre, de l'Egalité et de l'Equité, dénommée Cellule Genre.

Art. 2. – Le service de rattachement

La Cellule Genre est rattachée au Cabinet.

Art. 3. – Les missions

La Cellule Genre a pour missions de veiller au respect de l'équité et de l'égalité entre les sexes.

A ce titre, la Cellule est chargée de :

– Veiller à la prise en compte des besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et ou projets du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

– Veiller à l'inscription de cet engagement dans les missions et attributions du ministère.

Art. 4. – La composition

La Cellule Genre comprend :

– Un Comité de Pilotage ;

– Un secrétariat technique permanent.

Art. 5. – Le Comité de pilotage.

L'organisation, les attributions et le fonctionnement du Comité de pilotage se définissent comme suit :

Art. 6. – L'organisation

Le Comité de Pilotage est constitué de :

– Un Président : le ministre de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ou son représentant.

– Des membres :

Un représentant de chacune des structures du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales (Cabinet, directions centrales, directions régionales, Institut national de Formation sociale).

Art. 7. – Les attributions

Le Comité de Pilotage a pour rôle de :

– Donner les grandes lignes d'orientation pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel d'activités qui sera mis en œuvre par la Cellule Genre du ministère avec l'appui de la direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre (DEPG) ;

– Adopter le plan d'activités et le budget prévisionnel annuels de la Cellule, sur proposition du secrétariat technique ;

– Approuver le rapport d'activités de la Cellule sur proposition du secrétariat technique.

Art. 8. – Le fonctionnement

– Le Comité de Pilotage se réunit quatre fois par an et en cas de nécessité sur convocation de son président ;

– Il associe les membres du secrétariat technique à ses réunions ;

– Chaque membre du Comité de Pilotage doit veiller à la réalisation des objectifs de la Cellule au niveau de sa structure.

Art. 9. – *Le secrétariat technique*

L'organisation, les attributions et le fonctionnement du secrétariat technique se définissent comme suit :

Art. 10. – *L'organisation*

Le Secrétariat technique est composé de :

- Un secrétaire technique appelé Point Focal Genre, responsable du secrétariat technique ;
- Quatre autres représentants, membres du secrétariat technique.

Art. 11. – *Les attributions*

Le secrétariat technique est la structure opérationnelle. Il est chargé de :

- Identifier les besoins en formation en genre et Développement du personnel du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;
- Elaborer le programme quinquennal, le plan annuel et le budget d'activités de la Cellule en matière d'Egalité et de Genre ;

– Arrêter le budget de la Cellule pour prévoir son inscription au budget de l'Etat ;

– Informer et sensibiliser le personnel des autres structures (Cabinet, directions centrales, directions régionales, INFS) du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales sur l'approche Genre ;

– Exécuter le programme de la Cellule ;

– Restituer les recommandations des formations et réunions périodiques sur le concept Genre dans les structures de base ;

– Elaborer un rapport sur la mise en application du concept Genre au sein du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;

– Soumettre au Comité de Pilotage pour approbation et adoption le rapport, le plan et le budget annuels d'activités de la Cellule ;

– Participer aux réunions périodiques organisées par la direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre ;

– Suivre et évaluer l'intégration de l'approche genre dans les activités du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Art. 12. – *Le fonctionnement*

Le fonctionnement du Secrétariat technique se résume à :

- Tenir des réunions périodiques ;
- Exécuter le programme de la Cellule ;
- Restituer les recommandations des formations et réunions périodiques sur le concept Genre dans les structures de base ;
- Elaborer un rapport sur la mise en application du concept Genre au sein du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales ;
- Préparer et assurer le secrétariat des réunions du comité de pilotage ;
- Soumettre au Comité de Pilotage pour approbation et adoption le rapport, le plan et le budget annuels d'activités de la Cellule ;
- Collaborer avec la direction de l'Egalité et de la Promotion du Genre (DEPG) comme suit :

- * la DEPG appuie, conseille la Cellule dans ses missions ;
- * le concours de la DEPG peut être sollicité en cas de besoin.

Art. 13. – *Le financement*

Les ressources nécessaires aux activités de la Cellule sont imputables au budget de l'Etat.

Un financement additionnel peut provenir d'un appui extérieur.

Dispositions finales

Art. 14. – Les fonctions assurées par les membres du Comité de Pilotage et du secrétariat technique ne sont susceptibles d'aucune rémunération. cependant des indemnités pourraient être octroyées en cas de nécessité, notamment les missions et les réunions statutaires.

les montants de ces indemnités seront fixés par arrêté du ministre.

Art. 15. – Le temps consacré aux activités de la Cellule fait partie de celui imparti pour l'exécution des tâches habituelles des personnes nommées, dans leur service d'origine.

Art. 16. – La composition nominative de la Cellule sera précisée par arrêté du ministre.

Art. 17. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 octobre 2007.

Jeanne PEUHMOND.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

ARRETE n° 529 MI. DGAT. DAG. SDVA. portant autorisation et fonctionnement de l'association étrangère dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE ».

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-07 du 17 janvier 2007 portant organisation du ministère de l'Administration du Territoire ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le dossier présenté par l'association dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE », 06 B.P. 1331 Abidjan 06 ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité objet du rapport n° 1238 MS. DGPN. DRG. DEA/C en date du 3 janvier 2007, du directeur général de la Police nationale,

ARRETE :

Article premier. – Sont autorisés, la constitution et le fonctionnement d'une association étrangère dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE », dont le siège est fixé à Abidjan-Cocody Mermoz, villa n° 35.

Art. 2. – Le bureau exécutif de l'association dénommée : « GS 1 COTE D'IVOIRE » est représenté à Abidjan par M. YAVO Noël Michel Minien Assomant.